



Cotonou, le 12 JUL 2017

Le Ministre

A

N°2157 /MEF/DC/SGM/DGB/DPSELF/SPSB

Mesdames et Messieurs les Ministres
(ATTENTION : DPP/DAF)

Cotonou

**OBJET : Lettre de cadrage pour l'élaboration du Budget de l'Etat,
Gestion 2018.**

Par la présente lettre circulaire, J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le processus d'élaboration du projet de loi de finances pour la gestion 2018 et du budget pluriannuel 2018-2020 s'inscrit dans l'enracinement de la démarche de la performance, conformément aux dispositions de la loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances.

En effet, au titre de 2018, tout comme en 2017 pour l'ensemble des ministères, le budget de l'Etat sera articulé autour de politiques publiques clairement identifiées et de stratégies d'opérationnalisation bien calibrées. Ainsi, la généralisation, déjà effective, des instruments de programmation et de budgétisation, principales annexes au projet de loi de finances, connaîtra un renforcement du point de vue de l'affinement des objectifs et des indicateurs de mesure de résultats. Aussi, une meilleure cohérence sera-t-elle assurée entre les autres documents annexes exigés par la loi organique en son article 49 et le texte de loi de finances.

Le passage effectif en exécution de la dépense publique en mode programme se réalisera ainsi progressivement suivant le dernier calendrier communautaire qui fixe désormais l'entrée en vigueur de la gestion budgétaire par la performance au 1^{er} janvier 2019. Les chantiers en cours à cet effet se poursuivront, notamment, les travaux d'adaptation pour la préparation de la reprise des données dans le nouveau système d'informations et les travaux de refonte pour un système d'informations budgétaires

et comptables unifié. En conséquence, la mise en œuvre, à la phase de l'exécution, des innovations liées à la gestion budgétaire en mode programme, pourrait s'aligner sur ce calendrier communautaire. Une importante phase de gestion du changement devra toutefois être développée pour une bonne préparation des acteurs (mise en œuvre de la déconcentration de la fonction d'ordonnateur et la nomination des responsables de programmes avec des unités d'appuis, expérimentation du dialogue de gestion, du contrôle et de l'audit internes).

L'année 2018 étant la deuxième année de mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG), il est attendu du budget de l'Etat 2018, une adéquation entre les piliers et axes stratégiques du PAG et les orientations économiques et budgétaires soumises au Parlement à l'occasion du Débat d'Orientation Budgétaire du 30 juin 2017.

A ce titre, il est requis de vos services, la déclinaison des stratégies budgétaires sectorielles à partir des orientations globales adoptées par le Gouvernement. Les choix budgétaires doivent, en effet, concourir tous à la réalisation de l'orientation quinquennale 2016-2021 à savoir : « **Relancer de façon durable le développement économique et social du Bénin** », à travers des actions dédiées à (i) **la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance** ; à (ii) **l'engagement de la transformation structurelle de l'économie** et à (iii) **l'amélioration des conditions de vie des populations.**

Par ailleurs, le budget 2018 est censé être celui de l'intensification de la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement **avec un accent marqué sur le Partenariat Public-Privé comme un important levier de réalisation des grands projets d'infrastructures.** A cet effet, le budget 2018 devra privilégier le financement des projets phares et des projets prioritaires du PAG, suivant le calendrier de réalisation initialement défini par le Programme.

Il devrait permettre, après sa mise en œuvre, de réaliser les indicateurs macro-économiques ci-après :

- un taux de croissance économique qui ressortirait à 6,0% contre 5,4% attendu à fin 2017 ;
- un taux d'inflation maîtrisé en dessous de la norme communautaire de 3,0% ;
- un solde budgétaire global, base ordonnancement, dons compris de -4,0%.

Pour l'exercice de budgétisation, vos services sont appelés à observer les prescriptions et recommandations ci-dessous. Elles sont relatives aussi bien aux dépenses ordinaires qu'aux dépenses en capital.

I- Dépenses ordinaires

La répartition des crédits budgétaires aux différentes entités de vos ministères doit respecter le périmètre du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2018-2020 annexé à la présente circulaire. Cette répartition doit s'opérer de manière à prendre en compte les priorités de vos départements, telles qu'établies à l'issue des conférences de performance ayant conduit à l'élaboration des Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) initiaux.

Il importe de souligner qu'en dehors des dépenses de personnel, les autres dépenses ordinaires de nature limitative restent indicatives et de caractère fongible. A cet effet, les services des ministères auront à décliner les crédits fongibles conformément à la nomenclature budgétaire de l'Etat et ceci, suivant une logique de rationalisation des dépenses et de maîtrise des charges publiques.

*Pour ce qui concerne le **secteur de la décentralisation**, les ressources à transférer aux communes au titre de l'année budgétaire 2018 par les ministères compétents doivent progresser par rapport à leur niveau de l'année 2017. Cette évolution doit tenir compte, à la fois, des ressources disponibles de l'Etat et des engagements pris avec les partenaires Techniques et Financiers. Par ailleurs, les ministères abondant le FADeC doivent établir la liste des lignes de transfert de ressources à annexer aux propositions budgétaires. Aussi le Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale est-il invité à créer une ligne budgétaire dénommée "**FADeC-Energie électrique**", en lien avec la réforme du système de paiement de la consommation de l'énergie électrique au Bénin. Une évaluation exhaustive en prévision des crédits destinés à la couverture des frais liés à la consommation de l'énergie électrique est recommandée aussi bien aux structures centrales (ministères et établissements publics) qu'aux Collectivités territoriales.*

En ce qui concerne les acquisitions de micro-ordinateurs, elles doivent se faire, pour compter de la gestion 2018, sans licence microsoft. A cet effet, les coûts de licence

microsoft doivent être inscrits dans les budgets de chaque ministère et Institution de l'Etat sur la base des prévisions établies avec l'Agence du Numérique.

II- Dépenses en capital

Pour la gestion 2018, l'éligibilité et l'inscription des dépenses d'investissement au budget, devront être soutenues par les critères ci-dessous :

- *projets inscrits dans le Programme d'Actions du Gouvernement 2016-2021 disposant d'une étude de faisabilité ;*
- *les projets et programmes ayant fait l'objet de convention et compatibles avec les priorités du Gouvernement ;*
- *les projets financés exclusivement sur Budget National ayant des dotations supérieures ou égales à 100 millions de francs FCFA ;*
- *les programmes d'appui institutionnel regroupant toutes les acquisitions de matériel, la logistique et les formations pour le renforcement des performances des structures du ministère ;*
- *les projets de plus de 5 ans, ayant fait l'objet d'une évaluation justifiant leur maintien.*

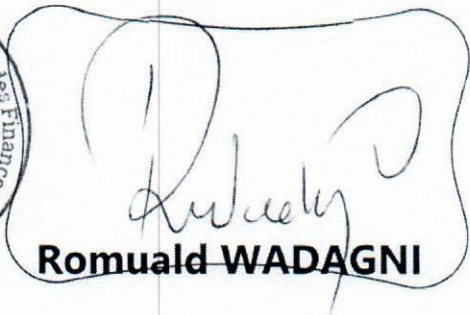
En ce qui concerne les projets d'investissement conclus en mode **Partenariat Public-Privé (PPP)**, les accords y relatifs doivent être notifiés à la Direction Générale du Budget pour la constatation des incidences financières y relatives à moyen ou à long terme. **En dehors des projets prioritaires et des autres projets, la budgétisation des projets phares doit être faite en lien avec les agences créées pour leur gestion.** En effet, afin d'assurer le renforcement de l'ancrage institutionnel des politiques publiques auxquels les projets phares sont adossés, les ressources du budget national destinées à leur co-financement seront inscrites dans les enveloppes ministérielles.

Par ailleurs, la décomposition du **programme d'investissement public sur financement extérieur** en dons-projets et prêts-projets se fera par vos services sur la base des ressources conventionnelles attendues avec l'assurance qu'elles seront exécutées en 2018 dans le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP).

Enfin, des travaux de budgétisation sont prévus pour le mois d'août 2017. Ils seront consacrés à l'examen et à la finalisation des Projets Annuels de Performance (PAP) qui doivent être élaborés par l'ensemble des ministères pour le compte de l'année 2018, **en complément des budgets classiques.** A cette fin, les propositions budgétaires des ministères et Institutions de l'Etat sont attendues à la Direction Générale du Budget pour **au plus tard le jeudi 10 août 2017, délai de rigueur.**

Je vous saurai gré des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour faire respecter par vos services compétents, les orientations contenues dans la présente lettre circulaire lors de la formulation des propositions budgétaires de vos départements ministériels respectifs.




Romuald WADAGNI

P. J. : 02

- Cadre de Dépenses à Moyen Terme 2018-2020 ;
- Canevas du Projet Annuel de Performance.